ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Μαρτίου **1953**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **67**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

Ν 2327. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 18.4.51 Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως διὰ τὴν σύστασιν Ὀργανώσεως Προστασίας τῶν Φυτῶν 1

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

119. Περὶ ὁρισμοῦ βασικοῦ συντελεστοῦ μεταλλικῆς δραχμῆς εἰσαχθησομένου πατατοσπόρου 2

147. Περὶ διορθώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 864\20.7.51 πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου 3

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2327.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης τὴν 18.4.51 Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως διὰ τὴν σύστασιν Ὀργανώσεως Προστασίας τῶν Φυτῶν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Παρισίοις ὑπογραφεῖσα τὴν 18-4-51 σύμβασις «περὶ συστάσεως Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Προστασίας τῶν Φυτῶν», ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Μαΐου 1953.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Μαρτίου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

CONVENTION

Pour l'Etablissement de l'Organisation Européenne pour la Protection des Plantes.

Les Etats parties à la présente Convention, conscients de l'importance d'une coopération internationale en vue de prévenir l'introduction et la propagation des maladies des plantes et désirant continuer et étendre les travaux déjà entrepris dans ce domaine par le Comité International de Lutte contre le Doryphore et par le Groupe de Travail Européen sur l'Infestation des Denrées Stockées sont convenus de ce qui suit:

Article I.
Organisation

Il est institué une Organisation européenne pour la Protection des Plantes (ci-après nommée l'Organisation).

Article II.
Définition

Aux termes de la présente Convention, le terme «plantes et produits végétaux» signifie «plantes et parties de plantes vivantes, matériaux non-manufacturés dérivés de plantes, et produits alimentaires fabriqués avec des plantes et des parties de plantes».

Article III.
Membres

a) Peuvent devenir membres de l'Organisation en adhérant à la présente Convention suivant les termes de l'Article XX:

1. Les Gouvernements des pays indiqués au Tableau III.

2. Le Gouvernement de tout autre pays que le Conseil de l'Organisation peut décider d'inviter à devenir membre.

b) Le Gouvernement de tout territoire au sujet duquel une déclaration a été formulée selon les termes de l'Article XXI, peut être admis comme membre par le Conseil de l'Organisation, mais seulement sur proposition du pays membre qui formula la déclaration. Toute décision de ce genre sera prise à la majorité des deux tiers des votants. Les territoires ainsi admis devraient être de ceux qui, de l'avis du Conseil, seraient à même d'apporter une contribution définie et individuelle aux travaux de l'Organisation.

Article IV.
Siège

a) Le siège de l'Organisation est fixé à Paris.

b) Les réunions de l'Organisation se tiendront en principe au lieu du siège.

Article V.
Fonctions

a) Les fonctions de l'Organisation seront de:

1. Conseiller les Etats membres sur les mesures techniques, administratives et législatives, nécessaires pour prévenir l'introduction et la propagation des ennemis et des maladies des plantes et des produits végétaux;

2. Aider si nécessaire les Etats membres dans l'application de ces mesures;

3. Coordonner et encourager, si possible, des campagnes sur le plan international contre les ennemis et les maladies des plantes et des produits végétaux;

4. Obtenir des renseignements des Etats membres quant à l'existence, l'apparition ou l'extension de parasites et maladies des plantes et produits de plantes, et de transmettre ces renseignements aux Etats membres;

5. Assurer l'échange d'informations sur la législation nationale concernant la quarantaine des plantes et sur d'autres mesures affectant le libre mouvement des plantes et des produits végétaux;

6. Etudier les possibilités de simplifier et promouvoir l'unification des règlements et des certificats en matière phytosanitaire;

7. Faciliter la coopération dans les recherches pour toutes les questions concernant les ennemis et les maladies des plantes et des produits végétaux et pour les questions concernant la lutte et faciliter l'échange des renseignements scientifiques y relatifs;

8. Mettre sur pied un système de documentation et publier sous la forme voulue les documents destinés à la propagande ou au progrès technique ou scientifique pouvant être déterminés par l'Organisation;

9. Formuler des recommandations aux Etats membres sur toutes les questions visées au présent Articles;

10. Prendre, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires et appropriées pour atteindre les buts de l'Organisation, tels qu'ils se trouvent définis dans le préambule à la présente Convention.

b) Les fonctions de l'Organisation s'appliqueront particulièrement, mais non exclusivement, aux ennemis et maladies affectant les plantes et les produits végétaux, dans les échanges internationaux spécifiés à l'Annexe II.

Article VI.
'Obligation des Etats membres

Les Etats membres fourniront à l'Organisation, dans toute la mesure de leur possible, les informations dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour exercer ses fonctions.

AGTICLE VII
Relations avec les autres Organisations

a) L'Organisation collabore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, ét le Conseil demandera à être reconnu comme Organisation régionale de Protection des Plantes, selon les termes de toute Convention Internationale générale sur la Protection des Plantes qui serait adoptée.

b) L'Organisation peut également collaborer avec d'autres Organisations Internationales ayant une activité analogue et fera tout son possible pour éviter double emploi de travail.

ARTICLE VIII
Actif et Passif

L'Organisation prend à son compte l'actif et le passif du Comité International de Lutte contre le Doryphore et du Groupe de Travail sur l'infestation des Denrées Stockées.

ARTICLE IX
Conseil

a) Le Conseil de l'Organisation est composé des représentants des Etats membres.

Chaque Etat membre a le droit de nommer un représentant au Conseil et un suppléant.

Les représentants et suppléants désignés par les Etats membres peuvent être accompagnés d'observateurs et de conseillers.

b) Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

Article X.
Sessions du Conseil

a) Le Conseil se réunit en principe en session ordinaire une fois par an.

b) Une réunion extraordinaire du Conseil doit être convoquée quand au moins un tiers des membres en a fait la demande au Président.

Article XI.
Règlements

Le Conseil établit son règlement intérieur et le règlement financier de l'Organisation.

Article XII.
Observateurs

a) Le Gouvernement d'un Etat qui n'est pas membre de l'Organisation, peut, avec le consentement du Conseil ou du Comité Exécutif, se faire représenter a toute session du Conseil par un ou plusieurs observateurs. Ceux-ci n'ont pas le droit de vote.

b) Toute Organisation Internationale ayant une activité analogue peut, avec le consentement du Conseil ou du Comité Exécutif, être représentée à toute réunion du Conseil par un ou plusieurs observateurs. Ces observateurs n'ont pas le droit de vote.

ARTICLE XIII
Attributions du Conseil

Le Conseil a les attributions suivantes :

a) L'examen et l'approbation du rapport du Directeur-Général sur les activités de l'Organisation depuis la dernière session ordinaire du Conseil ;

b) L'examen et l'approbation des comptes annuels et du projet de budget de l'Organisation ;

c) L'examen et l'approbation du programme d' action et le programme d'activité futur de l'Organisation préparé par le Comité Exécutif ;

d) Lá création des comités techniques qu'il jugera nécessaires.

ARTICLE XIV
Président et Vice-Président

a) Le Conseil élit un Président et un Président parmi les représentants des Etats membres ;

b) Le mandat du Président et du Vice-Président est de trois ans. Il peut être renouvelé.

ARTICLE XV
Comité Exécutif

a) Le Comité Exécutif est composé du Président et du Vice-Président du Conseil et des représentants de cinq Etats membres élus par le Conseil.

b) Le mandat des membres du Comité Exécutif est fixé à trois ans. Les membres du Comité Exécutif sont rééligibles.

c) Dans le cas où une vacance se produirait au Comité Exécutif avant la date normale d'expiration du mandat, le Comité Exécutif demandera à un Etat membre de désigner un représentant pour combler la vacance pour la durée restant à courir.

d) Le Président du Conseil assume la présidence du Comité Exécutif qu'il convoque au moins une fois entre deux sessions ordinaires.

ARTICLE XVI
Attributions du Comité Exécutif

Les attributions du Comité Exécutif seront :

a) de proposer au Conseil des lignes de conduite et le programme des activités pour l'avenir ;

b) de mettre en pratique les lignes de conduite qui auront été approuvées par le Conseil ;

c) de soumettre au Conseil des budgets provisoires et les comptes annuels ;.

d) d'entreprendre toute autre tâche que la présente Convention peut lui assigner, d'adopter ses propres règles de procédure et de remplir toute autre fonction qui peut lui être assignée aux termes de la présente Convention.

Article XVII
Le Directeur-Général

a) Le Conseil nomme le Directeur-Général de l' Organisation et fixe le montant de sa rémunération.

b) Le Directeur-Général est chargé de l'exécution du programme approuvé par le Conseil, sous le contrôle du Comité Exécutif.

c) Le Directeur-Général est placé à la tête des services administratifs de l'Organisation qui fonctionnent sous sa responsabilité.

d) Le Directeur-Général présente, à chaque session ordinaire du Conseil, un rapport sur les activités de l'Organisation et la situation financière.

Article XVIII
Questions financières

a) Les frais de l'Organisation seront couverts par des versements annuels des Etats membres selon l'échelle spécifiée à l'Annexe I ci-jointe, sauf cas exceptionnels approuvés par le Conseil.

b) Les Etats intéressés décideront à quelle catégorie de membres ils appartiendront, conformément à l'alinéa précédent.

c) Les contributions annuelles seront versées avant la fin du premier mois de chaque exercice financier de l'Organisation. Le début de l'exercice financier sera déterminé par le Comité Exécutif.

d) Le Comité Exécutif fixera la monnaie dans laquelle seront versées les contributions des Etats membres, sous réserve du consentement des Etats intéressés.

e) Une contribution supplémentaire peut être payée par un Etat ou par un groupe d'Etats pour des projets spéciaux de lutte ou les campagnes que peut proposer le Comité Exécutif dans l'intérêt de cet Etat ou groupe d'Etats.

f) Le Comité Exécutif nommera des Experts-Comptables qui examineront annuellement la comptabilité et présenteront un rapport au Comité Exécutif qui sera soumis au Conseil.

Article XIX
Amendements

a) Les textes des propositions d'amendement à la présente Convention et à l'Annexe I seront communiqués par le Directeur-Général aux Etats membres trois mois au moins avant leur prise en considération par le Conseil. Les amendements entreront en vigueur après adoption par une majorité des deux tiers des membres du Conseil présents et votant, à condition que les amendements impliquant des obligations nouvelles pour les membres n'entrent en vigueur pour chaque membre qu'après acceptation.

b) Les amendements à l'Annexe II ci-jointe peuvent être approuvés par le Conseil à la majorité simple des votes émis.

c) Le Gouvernement Français doit recevoir notification des acceptations d' amendements et informera tous les Etats membres de la réception d' acceptations et de l' entrée en viguer des amendements.

Article XX
Signature et acceptation

a) La présente Convention restera ouverte à la signature ou à l' adhésion et les Etats qui, aux termes de l' Article III, ont le droit de devenir membres de l' Organisation, peuvent, adhérer à la Convention par :

1. La signature ; .
2. La signature sous réserve de ratification ; ou
3. L'adhésion.

b) L'adhésion prendra effet par le dépôt d'un instrument auprès du Gouvernement Français.

c) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Gouvernements de la date à laquelle chaque Gouvernement signera la Convention ou y adhèrera.

Article XXI
Extension territoriale du champ d' application

a) Tout Gouvernement, au moment de la signature ou de l'acceptation de la présente Convention, ou à une date ultérieure, peut déclarer que sa participation à la Convention comprend l'ensemble ou une partie des territoires dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité. Cette déclaration sera notifiée au Gouvernement Français.

b) Toute déclaration faite par un Gouvernement

en vertu du paragraphe a) de cet Article, après son adhésion à la Convention, entrera en vigueur le trentième jour suivant réception de la déclaration par le Gouvernement Français.

c) Le Gouvernement Français avisera immediatement tous les Gouvernements adhérant à la Convention des déclarations faites en vertu des paragraphes a) et b) du présent Article.

Article XXII.

Retrait

a) Tout Etat membre peut en tous temps et après deux années de participation dénoncer la présente Convention par une notification de retrait adressée au Gouvernement Français. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de cette notification.

b) Le non-paiement de deux contributions annuelles consécutives implique d'office le retrait de la Convention, pour l'Etat qui aurait ainsi manqué à ses engagements.

c) L'application de la Convention à un territoire ou des territoires en vertu de l'Article XXI peut être résiliée par notification adressée au Gouvernement Français par l'Etat membre responsable des relations internationales d'un tel territoire ou de tels territoires. La notification prendra effet un an après la date de sa réception.

d) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Etats contractants des notifications données en vertu des paragraphes a) et b) de cet Article.

Article XXIII.

Entrée en vigueur

a) La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle cinq Gouvernements seront parties à la Convention conformément aux termes de l'Article XX.

b) Le Gouvernement Français informera immédiatement de la date d'entrée en vigueur tous les Gouvernements qui ont signé la Convention ou y ont adhéré.

ANNEXE I.

Barème des contributions annuelles approuvé par le Conseil. (Voir Article XVIII.)

Première	catégorie	500	Livres	Sterling
Deuxième	—	1.000	—	—
Troisième	—	1.500	—	—
Quatrième	—	2.000	—	—

ANNEXE II.

Ennemis et maladies qui retiendront l'attention avec la date d'approbation par l'Organisation. (Voir Article V.)

1. Doryphore (Leptinotarsa decemlineata) . 1951
2. Nématode Doré de la Pomme de Terre (Heterodera rostochiensis) 1951
3. Pou de San José (Aspidiotus perniciosus) .. 1951
4. Maladie verruqueuse de la Pomme de Terre (Synchytrium endobioticum)..... 1951
5. Parasites animaux et végétaux des denrées stockées et rongeurs nuisibles aux cultures précédemment à la charge du Groupe Européen de Travail sur l'Infestation des Denrées Stockées 1951

ANNEXE III

Les pays qui ont été invités par le Gouvernement Français à adhérer à la Convention :

Albanie.	Hongrie.	République Fédérale d'Allemagne.
Autriche.	Irlande.	Roumanie.
Belgique.	Islande.	Royaume-Uni.
Bielo-Russie.	Israël.	San Marino.
Bulgarie.	Italie.	Suède.
Danemark.	Liban.	Suisse.
Egypte.	Lichtenstein.	Syrie.
Espagne.	Luxembourg.	Tchécoslovaquie.
Finlande.	Monaco.	Turquie.
France (également pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc)	Norvège.	Ukraine.
	Pays-Bas.	U. R. S. S.
	Pologne.	Yougoslavie
Grèce.	Portugal.	

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements ont signé la présente convention et ses Annexes.

FAIT A PARIS, le 18 avril 1951, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Francais.

Pour le Danemark	Halvor Skov.
	P. Bovien.
Pour la Belgique	Guillaume.
	H. van Orshoven
Pour l'Espagne	Miguel Benlloch.
Pour la Frace .	R. Protin.
Pour l'Irlande	D. Delaney.
Pour l'Italie . ..	A. Melis.
Pour le Luxembourg .	E. Wirion.
Pour les Pays-Bas .	C. J. Briejer.
Pour le Portugal	Francisco Aranha.
Pour la République Fédérale d' Allemagne	H. Drees.
Pour le Royaune-Uni.	J. Hensley.
Pour la Suisse	A Chaponnier.
Pour la R P F de Yougoslavie	G Nonweiller.
Pour l'Autriche . .	F Beran.
Pour la Crèce .	D Koulopoulos.

Copie certifiée conforme à l'exemplaire original déposé dans les Archives de la République Française.

Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole.
Edouard de la CHAUVINIERE.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Περὶ συστάσεως Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Προστασίας Φυτῶν

Τὰ διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως συμβαλλόμενα Κράτη, ἔχοντα ἐπίγνωσιν τῆς σημασίας ἣν κέκτηται διεθνὴς τις συνεργασία πρὸς πρόληψιν τῆς εἰσαγωγῆς καὶ διαδόσεως τῶν ἀσθενειῶν τῶν φυτῶν καὶ ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ αὐτῶν ὅπως συνεχίσουν καὶ ἀναπτύξουν τὰς ἤδη ἀναληφθείσας ἐργασίας, ἐπὶ τοῦ πεδίου τούτου. Ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Ἀγῶνος κατὰ τῆς DORYPHORA καὶ ὑπὸ τοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὁμίλου Ἐργασιῶν ἐπὶ τῆς μολύνσεως ἐναποθηκευμένων τροφῶν, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κατωτέρω :

Ἄρθρον I
Ὀργάνωσις

Συνιστᾶται Εὐρωπαϊκὴ Ὀργάνωσις Προστασίας Φυτῶν (κατονομαζομένη κατωτέρω «Ὀργάνωσις»).

Ἄρθρον II.
Ὁρισμὸς

Εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, διὰ τοῦ ὅρου «φυτὰ καὶ φυτικὰ προϊόντα» νοοῦνται : «φυτὰ καὶ μέρη ζώντων φυτῶν, ἀβιομηχανοποίητα ὑλικὰ παραγόμενα ἐκ φυτῶν καὶ βιομηχανικὰ προϊόντα διατροφῆς παρασκευαζόμενα ἐκ φυτῶν ἢ ἐκ μερῶν φυτῶν».

Ἄρθρον III.
Μέλη

α) Διὰ προσχωρήσεως εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XX δύνανται νὰ καταστῶσι μέλη τῆς Ὀργανώσεως :

1. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν πίνακα III χωρῶν.

2. Ἡ Κυβέρνησις πάσης ἄλλης χώρας τὴν ὁποίαν τὸ Συμβούλιον τῆς Ὀργανώσεως δύναται νὰ ἀποφασίσῃ νὰ καλέσῃ ὅπως καταστῇ μέλος.

β) Ἡ Κυβέρνησις οἱουδήποτε ἐδάφους ὡς πρὸς τὸ ὁποῖον διετυπώθη δήλωσις κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XX, δύναται νὰ γίνῃ δεκτή, ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου τῆς Ὀργανώσεως, ὡς μέλος, ἀλλὰ μόνον κατὰ πρότασιν τοῦ Κράτους μέλους τὸ ὁποῖον διετύπωσε τὴν δήλωσιν. Οὐχ' ἧττον πᾶσα τοιαύτης φύσεως ἀπόφασις θὰ λαμβάνεται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ψηφιζόντων. Τὰ οὕτω γινόμενα δεκτὰ ἐδάφη δέον θὰ εἶναι ἐξ ἐκείνων τὰ ὁποῖα, κατὰ τὴν γνώμην τοῦ Συμβουλίου, θὰ ἦσαν εἰς θέσιν νὰ προσφέρωσι συγκεκριμένην καὶ ἀτομικὴν συμβολὴν εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον IV.
Ἕδρα

α) Ὡς ἕδρα τῆς Ὀργανώσεως καθορίζεται ἡ πόλις τῶν Παρισίων.

β) Αἱ συνελεύσεις τῆς Ὀργανώσεως θὰ λαμβάνωσι κατ' ἀρχὴν χώραν εἰς τὸν τόπον τῆς ἕδρας της.

Ἄρθρον V.
Σκοπὸς

α) Ἡ Ὀργάνωσις ἔχει ὡς σκοπόν :

1. Νὰ συμβουλεύῃ τὰ Κράτη μέλη ἐπὶ τῶν ἀναγκαιούντων τεχνικῶν, διοικητικῶν καὶ νομοθετικῶν μέτρων πρὸς πρόληψιν τῆς εἰσαγωγῆς καὶ διασώσεως τῶν ἐχθρῶν καὶ τῶν ἀσθενειῶν τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων.

2. Νὰ βοηθῇ, ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον, τὰ Κράτη μέλη εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν μέτρων τούτων.

3. Νὰ συντονίζῃ καὶ ἐνθαρρύνῃ, εἰ δυνατόν, ἐκστρατείας ἐπὶ διεθνοῦς πεδίου πρὸς καταπολέμησιν τῶν ἐχθρῶν καὶ τῶν ἀσθενειῶν τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων.

4. Νὰ λαμβάνῃ πληροφορίας ἐκ μέρους τῶν Κρατῶν μελῶν ὡς πρὸς τὴν ὕπαρξιν, τὴν ἐμφάνισιν ἢ τὴν ἐξάπλωσιν τῶν παρασίτων καὶ ἀσθενειῶν τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων, καὶ νὰ διαβιβάζῃ τὰς πληροφορίας ταύτας εἰς τὰ Κράτη μέλη.

5. Νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν ἀνταλλαγὴν πληροφοριῶν ἐπὶ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας τῆς ἀφορώσης τὸν ὑγειονομικὸν ἔλεγχον τῶν φυτῶν καὶ ἐπὶ ἄλλων μέτρων ἀναφερομένων εἰς τὴν ἐλευθέραν κυκλοφορίαν τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων.

6. Νὰ μελετᾷ τὰς δυνατότητας ἁπλοποιήσεως καὶ προαγωγῆς τῆς ἑνοποιήσεως τῶν κανονισμῶν καὶ τῶν πιστοποιητικῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ὑγείαν τῶν φυτῶν.

7. Νὰ διευκολύνῃ τὴν συνεργασίαν εἰς τὰς ἐρεύνας ἐφ' ὅλων τῶν ζητημάτων τῶν ἀφορώντων τοὺς ἐχθροὺς καὶ τὰς ἀσθενείας τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων ὡς καὶ τῶν ζητημάτων τῶν ἀφορώντων τὸν ἀγῶνα καὶ νὰ διευκολύνῃ τὴν ἀνταλλαγὴν ἐπιστημονικῶν πληροφοριῶν σχετικῶν πρὸς τὰ ἀνωτέρω.

8. Νὰ ὀργανώνῃ σύστημα πληροφοριῶν καὶ νὰ δημοσιεύῃ καταλλήλως πᾶν ὑλικὸν προπαγανδιστικὸν ἢ ἀποβλέπον εἰς τὴν τεχνικὴν ἢ ἐπιστημονικὴν πρόοδον ὅπερ ἤθελε προκρίνει ἡ Ὀργάνωσις.

9. Νὰ διατυποῖ πρὸς τὰ Κράτη μέλη συστάσεις ἐφ' ὅλων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ζητημάτων.

10. Νὰ λαμβάνῃ, γενικῶς, ὅλα τὰ ἀναγκαιοῦντα καὶ κατάλληλα μέτρα πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τῆς Ὀργανώσεως, ὡς οὗτος καθορίζεται εἰς τὸ προοίμιον τῆς παρούσης Συμβάσεως.

β') Αἱ λειτουργίαι τῆς Ὀργανώσεως θὰ συγκεντροῦνται εἰδικῶς, οὐχὶ ὅμως καὶ ἀποκλειστικῶς, εἰς τοὺς καθοριζομένους εἰς τὸ παράρτημα II ἐχθροὺς καὶ τὰς ἀσθενείας τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων, εἰς τὰς διεθνεῖς συναλλαγάς.

Ἄρθρον VI.
Ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν μελῶν.

Τὰ Κράτη μέλη θὰ παρέχουν εἰς τὴν Ὀργάνωσιν, κατὰ τὸ ἀνώτατον ἕκαστον δυνατὸν ὅριον, τὰς πληροφορίας ὧν αὕτη δυνατὸν νὰ ἔχῃ, λογικῶς, ἀνάγκην εἰς τὴν ἐκπλήρωσιν τῆς ἀποστολῆς της.

Ἄρθρον VII.
Σχέσεις μετὰ τῶν λοιπῶν Ὀργανώσεων.

α') Ἡ Ὀργάνωσις συνεργάζεται μετὰ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν Τροφῶν καὶ Γεωργίας καὶ τὸ Συμβούλιόν αὐτῆς θὰ ζητήσῃ ὅπως ἀναγνωρισθῇ ὡς περιφερειακὴ Ὀργάνωσις Προστασίας τῶν Φυτῶν κατὰ τὰς διατάξεις πάσης Διεθνοῦς Γενικῆς Συμβάσεως ἀφορώσης τὴν προστασίαν τῶν Φυτῶν ἥτις ἤθελε συναφθῇ.

β') Ἡ Ὀργάνωσις δύναται ὡσαύτως νὰ συνεργασθῇ καὶ μετ' ἄλλων Διεθνῶν Ὀργανώσεων ἐχουσῶν ἀνάλογον δρᾶσιν καὶ θὰ πράξῃ πᾶν τὸ δυνατὸν πρὸς ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς ἐπὶ τῷ αὐτῷ ἐργασίας.

Ἄρθρον VIII.
Ἐνεργητικὸν καὶ Παθητικόν.

Ἡ Ὀργάνωσις ἀναλαμβάνει τὸ ἐνεργητικὸν καὶ τὸ παθητικὸν τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Ἀγῶνος κατὰ τῆς Dorypohora καὶ τοῦ Ὁμίλου Ἐργασιῶν ἐπὶ τῆς μολύνσεως τῶν ἐναποθηκευμένων τροφῶν.

Ἄρθρον IX.
Συμβούλιον.

α') Τὸ Συμβούλιον τῆς Ὀργανώσεως ἀποτελεῖται ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν Κρατῶν μελῶν.

Ἕκαστον Κράτος μέλος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διορίσῃ ἕνα ἀντιπρόσωπον καὶ ἕνα ἀναπληρωτὴν εἰς τὸ Συμβούλιον.

Οἱ ὑπὸ τῶν Κρατῶν μελῶν διοριζόμενοι ἀντιπρόσωποι καὶ ἀναπληρωταὶ δύνανται νὰ συνοδεύωνται ὑπὸ παρατηρητῶν καὶ συμβούλων.

β) Ἕκαστον Κράτος μέλος διαθέτει μίαν ψῆφον εἰς τὸ Συμβούλιον.

Ἄρθρον X
Σύνοδοι τοῦ Συμβουλίου

α) Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται κατ' ἀρχὴν εἰς τακτικὴν σύνοδον ἅπαξ τοῦ ἔτους.

β) Τὸ Συμβούλιον ὀφείλει νὰ συγκληθῇ εἰς ἔκτακτον σύνοδον ὅταν τὸ ἓν τρίτον τοὐλάχιστον τῶν μελῶν ζητήσῃ τοῦτο παρὰ τοῦ Προέδρου.

Ἄρθρον XI
Κανονισμοί

Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτοῦ κανονισμὸν καὶ οἰκονομικὸν κανονισμὸν τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον XII.
Παρατηρηταί

α) Ἡ Κυβέρνησις Κράτους τὸ ὁποῖον δὲν ἀποτελεῖ μέλος τῆς Ὀργανώσεως, δύναται, τῇ συναινέσει τοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, νὰ ἀντιπροσωπεύεται εἰς πᾶσαν σύνοδον τοῦ Συμβουλίου ὑφ' ἑνὸς ἢ πλειόνων παρατηρητῶν. Οὗτοι δὲν ἔχουσι δικαίωμα ψήφου.

β) Πᾶσα Διεθνὴς Ὀργάνωσις, ἔχουσα ἀνάλογον δρᾶσιν, δύναται, τῇ συναινέσει τοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, νὰ ἀντιπροσωπεύεται εἰς πᾶσαν σύνοδον τοῦ Συμβουλίου ὑφ' ἑνὸς ἢ πλειόνων παρατηρητῶν. Οἱ παρατηρηταί οὗτοι δὲν ἔχουσι δικαίωμα ψήφου.

Ἄρθρον XIII
Καθήκοντα τοῦ Συμβουλίου

Τὸ Συμβούλιον ἔχει τὰ ἀκόλουθα καθήκοντα :

α) Τὴν ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν τῆς ἐκθέσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Ὀργανώσεως ἀπὸ τῆς τελευταίας τακτικῆς συνόδου τοῦ Συμβουλίου.

β) Τὴν ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν ἐτησίων λογαριασμῶν καὶ τοῦ σχεδίου προϋπολογισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως.

γ) Τὴν ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν τοῦ προγράμματος ἐργασιῶν καὶ τὸ πρόγραμμα τῆς μελλοντικῆς δράσεως τῆς Ὀργανώσεως τὸ ὁποῖον καταρτίζει ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπή.

δ) Τὴν κατάρτισιν τῶν κρινομένων ἀναγκαίων τεχνικῶν ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον XIV
Πρόεδρος καὶ Ἀντιπρόεδρος.

α) Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει Πρόεδρον καὶ Ἀντιπρόεδρον μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Κρατῶν μελῶν.

β) Ἡ θητεία τοῦ Προέδρου καὶ Ἀντιπροέδρου εἶναι τριετής. Αὕτη δύναται νὰ ἀνανεωθῇ.

Ἄρθρον XV
Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ

α) Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ ἀποτελεῖται ἐκ τοῦ Προέδρου καὶ Ἀντιπροέδρου τοῦ Συμβουλίου καὶ ἓξ ἀντιπροσώπων πέντε Κρατῶν μελῶν ἐκλεγομένων ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου.

β) Ἡ θητεία τῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ὁρίζεται τριετής. Τὰ μέλη τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ἐπανεκλεγῶσι.

γ) Ἐν περιπτώσει χηρείας τινὸς εἰς τὴν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπὴν πρὸ τῆς κανονικῆς λήξεως τῆς θητείας της, ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ θέλει ζητήσει παρὰ Κράτους μέλους νὰ διορίσῃ ἀντιπρόσωπον πρὸς πλήρωσιν τῆς χηρείας κατὰ τὸν ὑπόλοιπον χρόνον τῆς θητείας αὐτῆς.

δ) Ὁ Πρόεδρος τοῦ Συμβουλίου ἀναλαμβάνει τὴν Προεδρείαν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ἣν συγκαλεῖ τουλάχιστον ἅπαξ μεταξὺ δύο τακτικῶν συνόδων.

Ἄρθρον XVI
Καθήκοντα τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς.

Τὰ καθήκοντα τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

α) Νὰ προτείνῃ εἰς τὸ Συμβούλιον κατευθυντηρίους γραμμὰς καὶ τὸ πρόγραμμα ἐργασιῶν διὰ τὸ μέλλον.

β') Νὰ θέτῃ εἰς ἐφαρμογὴν τὰς κατευθυντηρίους γραμμὰς τὰς ὁποίας ἤθελεν ἐγκρίνει τὸ Συμβούλιον.

γ') Νὰ ὑποβάλλῃ εἰς τὸ Συμβούλιον προσωρινοὺς προϋπολογισμοὺς καὶ τοὺς ἐτησίους λογαριασμούς.

δ') Νὰ ἐπιλαμβάνεται παντὸς ἄλλου ἔργου τὸ ὁποῖον δύναται νὰ ἀνατεθῇ εἰς αὐτὴν διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως. νὰ θεσπίζῃ τὸν ἴδιον αὐτῆς κανονισμὸν λειτουργίας καὶ νὰ ἐκτελῇ πᾶν ἕτερον καθῆκον διὰ τοῦ ὁποίου δύναται νὰ ἐπιτροτισθῇ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον XVII.
Γενικὸς Διευθυντής

α') Τὸ Συμβούλιον διορίζει τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Ὀργανώσεως καὶ καθορίζει τὸ ποσὸν τῶν ἀποδοχῶν του.

β') Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς εἶναι ἐπιφορτισμένος μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἐγκεκριμένου ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου προγράμματος. ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς.

γ') Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τίθεται ἐπὶ κεφαλῆς τῶν διοικητικῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ὀργανώσεως αἵτινες λειτουργοῦσιν ὑπ' εὐθύνην του.

δ') Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς παρουσιάζει εἰς ἑκάστην τακτικὴν σύνοδον τοῦ Συμβουλίου ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Ὀργανώσεως καὶ τῆς οἰκονομικῆς καταστάσεως.

Ἄρθρον XVIII.
Οἰκονομικὰ ζητήματα.

α') Αἱ δαπάναι τῆς Ὀργανώσεως θὰ καλύπτωνται ἐκ τῶν ἐτησίων καταβολῶν τῶν Κρατῶν μελῶν κατὰ τὴν καθοριζομένην εἰς τὸ συνημμένον Παράρτημα Ι κλίμακα, ἐκτὸς ἐξαιρετικῶν περιπτώσεων ἐγκρινομένων παρὰ τοῦ Συμβουλίου.

β') Τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη θέλουσι ἀποφασίσει εἰς ποίαν τῶν κατηγοριῶν τῶν μελῶν θὰ ἀνήκουσι, συμφώνως πρὸς τὴν προηγουμένην παράγραφον.

γ') Αἱ ἐτήσιαι εἰσφοραὶ θὰ καταβάλλωνται πρὸ τοῦ τέλους τοῦ πρώτου μηνὸς ἑκάστης οἰκονομικῆς χρήσεως τῆς Ὀργανώσεως. Ἡ ἔναρξις τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς.

δ') Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ θέλει καθορίσει τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον θὰ καταβάλλωνται αἱ εἰσφοραὶ τῶν Κρατῶν μελῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς συναινέσεως τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν.

ε') Δι' εἰδικὰ σχέδια ἀγῶνος ἢ ἐκστρατείας ἅτινα δύναται νὰ προτείνῃ ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ πρὸς ὄφελος Κράτους τινὸς ἢ ὁμίλου τινὸς Κρατῶν δύναται νὰ καταβληθῇ ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου ἢ ὑπὸ τοῦ ὁμίλου τούτου Κρατῶν συμπληρωματικὴ εἰσφορά.

στ') Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ θὰ διορίζῃ ἐμπειρογνώμονας λογιστὰς οἵτινες θὰ ἐξετάζωσι ἐτησίως τὰ λογιστικὰ καὶ θὰ παρουσιάζωσι εἰς τὴν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπὴν ἔκθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὸ Συμβούλιον.

Ἄρθρον XIX.
Τροποποιήσεις.

α') Τὰ κείμενα τῶν προτάσεων τροποποιήσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τοῦ Παραρτήματος Ι θὰ κοινοποιοῦνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ εἰς τὰ Κράτη μέλη τουλάχιστον τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς ἐξετάσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου. Αἱ τροποποιήσεις θὰ τίθενται εἰς ἰσχὺν κατόπιν ἀποδοχῆς ὑπὸ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ἐχόντων δικαίωμα ψήφου μελῶν τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν αἵρεσιν ὅτι αἱ συνεπαγόμεναι νέας ὑποχρεώσεις διὰ τὰ μέλη τροποποιήσεις δὲν θὰ τίθενται εἰς ἰσχὺν εἰμὴ κατόπιν ἀποδοχῆς.

β') Αἱ τροποποιήσεις τοῦ συνημμένου Παραρτήματος ΙΙ δύνανται νὰ ἐγκριθῶσιν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν δοθέντων ψήφων.

γ') Αἱ γενόμεναι ἀποδεκταὶ τροποποιήσεις δέον νὰ κοινοποιοῦνται εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν ἥτις καὶ θὰ φέρῃ εἰς γνῶσιν ὅλων τῶν Κρατῶν μελῶν τὴν λῆψιν τῶν κοινοποιήσεων περὶ ἀποδοχῆς καὶ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῶν τροποποιήσεων.

Ἄρθρον XX.
Ὑπογραφὴ καὶ ἀποδοχή.

α') Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ εἰς ὑπογραφὴν ἢ προσχώρησιν, τὰ δὲ Κράτη ἅτινα κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου ΙΙΙ, ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ καταστῶσι μέλη τῆς Ὀργανώσεως, δύνανται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν Σύμβασιν διά:

1. Ὑπογραφῆς.

2. Ὑπογραφῆς ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως ἢ

3. Προσχωρήσεως.

β') Ἡ προσχώρησις θὰ καθίσταται ἐνεργὸς διὰ τῆς καταθέσεως παρὰ τῇ Γαλλικῇ Κυβερνήσει σχετικοῦ ὀργάνου.

γ') Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις θέλει εἰδοποιεῖ παρευθὺς ὅλας τὰς Κυβερνήσεις περὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπὸ ἑκάστης Κυβερνήσεως ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως ἢ προσχωρήσεως εἰς αὐτήν.

Ἄρθρον XXI
Ἐδαφικὴ ἐπέκτασις τοῦ σχεδίου ἐφαρμογῆς

α) Πᾶσα Κυβέρνησις κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς προσχωρήσεως αὐτῆς εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἢ κατὰ μεταγενεστέραν ἡμερομηνίαν, δύναται νὰ δηλώσῃ ὅτι ἡ συμμετοχὴ της εἰς τὴν Σύμβασιν περιλαμβάνει τὸ σύνολον ἢ τὸ μέρος τῶν ἐδαφῶν τῶν ἐξωτερικῶν σχέσεων τῶν ὁποίων φέρει τὴν εὐθύνην. Ἡ δήλωσις αὕτη θὰ κοινοποιεῖται εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν.

β) Πᾶσα δήλωσις γινομένη ὑπὸ Κυβερνήσεώς τινος δυνάμει τῆς παραγράφου α τοῦ ἄρθρου τούτου, μετὰ τὴν προσχώρησιν αὐτῆς εἰς τὴν Σύμβασιν, θέλει ἰσχύσει ἀπὸ τῆς τριακοστῆς ἡμέρας ἥτις ἀκολουθεῖ τὴν λῆψιν τῆς δηλώσεως ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως.

γ) Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις θὰ εἰδοποιῇ ἀμέσως ὅλας τὰς μετεχούσας τῆς Συμβάσεως Κυβερνήσεις περὶ τῶν γινομένων, δυνάμει τῶν παραγράφων α καὶ β τοῦ παρόντος ἄρθρου, δηλώσεων.

Ἄρθρον XXII
Ἀποχώρησις

α) Ἕκαστον Κράτος μέλος δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν καὶ μετὰ συμμετοχὴν δύο ἐτῶν, νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, διὰ κοινοποιήσεως περὶ ἀποχωρήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν. Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἓν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς κοινοποιήσεως ταύτης.

β) Ἡ μὴ καταβολὴ δύο συνεχῶν ἐτησίων εἰσφορῶν συνεπάγεται αὐτομάτως τὴν ἀποχώρησιν ἐκ τῆς Συμβάσεως, διὰ τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον δὲν θὰ ἀνταπεκρίνετο οὕτω εἰς τὰς ὑποχρεώσεις του.

γ) Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως ἐπὶ ἐδάφους ἢ ἐδαφῶν τινων δυνάμει τοῦ ἄρθρου XXI δύναται νὰ καταγγελθῇ διὰ κοινοποιήσεως πρὸς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν ὑπὸ Κράτους μέλους ὑπευθύνου διὰ τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις τοιούτου ἐδάφους ἢ τοιούτων ἐδαφῶν.

δ) Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις θὰ εἰδοποιῇ ἀμέσως ὅλα τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη περὶ τῶν γενομένων, δυνάμει τῶν παραγράφων α καὶ β τοῦ παροντος Ἄρθρου, κοινοποιήσεων.

Ἄρθρον XXIII
Ἔναρξις ἰσχύος

α) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ εἰς ἰσχὺν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν πέντε Κυβερνήσεις θὰ μετέχωσιν αὐτῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XX.

β) Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις θὰ εἰδοποιήσῃ ἀμέσως ὅλας τὰς Κυβερνήσεις αἵτινες ὑπέγραψαν τὴν Σύμβασιν ἢ προσεχώρησαν εἰς αὐτὴν περὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς.

Ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας.
Σ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Κλίμαξ ἐτησίων εἰσφορῶν ἐγκριθεῖσα ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου. (Βλέπε ἄρθρον XVIII)

Πρώτη	κατηγορία	500 Λίραι	Ἀγγλίας.
Δευτέρα	»	1.000 »	»
Τρίτη	»	1.500 »	»
Τετάρτη	»	2.000 »	»

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

Ἐχθροὶ καὶ ἀσθένειαι αἵτινες θέλουσι ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον προσεχῶς τῆς Ὀργανώσεως μετὰ τῆς χρονολογίας ἐγκρίσεως ὑπ' αὐτῆς. (Βλέπε ἄρθρον V).

1. Peptinotarsa decemlineata 1951
2. Heterodera postochlensis 1951
3. Aspidiotus perniciosus 1951
4. Synchytrium endobioticum 1951
5. Ζωϊκὰ καὶ φυτικὰ παράσιτα τῶν ἐναποθηκευμένων τροφῶν καὶ σκωρίας ἐπιβλαβοῦς εἰς τὴν καλλιέργειαν περὶ ὧν ἠσχολεῖτο προγενεστέρως ὁ Εὐρωπαϊκὸς Ὅμιλος Ἐργασιῶν ἐπὶ τῆς Μολύνσεως τῶν ἐναποθηκευμένων τροφῶν 1951.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

Κράτη κληθέντα ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως ὅπως προσχωρήσουν εἰς τὴν Σύμβασιν:

Ἀλβανία	Οὐγγαρία	Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας.
Αὐστρία	Ἰρλανδία	Ρουμανία.
Βέλγιον	Ἰσλανδία	Ἡνωμένον Βασίλειον.
Λευκορωσσία	Ἰσραέλ	Ἅγιος Μαρίνος.
Βουλγαρία	Ἰταλία	Σουηδία.
Δανία	Λίβανος	Ἑλβετία.
Αἴγυπτος	Λίχτενστάϊν	Συρία.
Ἱσπανία	Λουξεμβοῦργον	Τσεχοσλοβακία.
Φιλλανδία	Μονακὸ	Τουρκία.
Γαλλία (καὶ διὰ τὴν Ἀλγερίαν, Τυνησίαν καὶ τὸ Μαρόκον)	Νορβηγία	Οὐκρανία.
	Κάτω Χῶραι	Σοβιετικὴ Ἕνωσις
Ἑλλὰς	Πολωνία	Γιουγκοσλαυΐα.
	Πορτογαλία	

Εἰς πίστωσιν, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ τὰ Παραρτήματα αὐτῆς.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις, τῇ 18ῃ Ἀπριλίου 1951, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον τὸ ὁποῖον θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως.

Διὰ τὴν Δανίαν	Halvor Skov.
Διὰ τὸ Βέλγιον	Guillaume
	H. Van Orshoven
Διὰ τὴν Ἱσπανίαν	Miguel Benlloch
Διὰ τὴν Γαλλίαν	R. Protin
Διὰ τὴν Ἰρλανδίαν	D. Delaney
Διὰ τὴν Ἰταλίαν	A. Melis
Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον ...	E. Wirion
Διὰ τὰς Κάτω Χώρας.....	C. J. Briejer
Διὰ τὴν Πορτογαλλίαν ...	Francisco Aranha
Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας.....	H. Drees
Διὰ τὸ Ἡνωμ. Βασίλειον...	J. Hensley
Διὰ τὴν Ἑλβετίαν	A. Chaponnier
Διὰ τὴν Ο.Λ.Δ. τῆς Γιουγκοσλαυΐας	G. Nonweiller
Διὰ τὴν Αὐστρίαν	F. Beran
Διὰ τὴν Ἑλλάδα	Δ. Κουλόπουλος.

Ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας
Σ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

(2)

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθ. 119 τῆς 18 Φεβρουαρίου 1953

Περὶ ὁρισμοῦ βασικοῦ συντελεστοῦ μεταλλικῆς δραχμῆς εἰσαχθησομένου πατατοσπόρου.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν : 1) σχετικὴν εἰσήγησιν τῶν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ἐμπορίου Ὑπουργῶν καὶ 2) τὸ ἄρθρον 2 παρ. 1 τοῦ Ν. Δ. 657)1948 «περὶ ἀτελοῦς εἰσαγωγῆς εἰδῶν βοηθείας καὶ λήψεως δασμολογικῶν τινων μέτρων». ἀποφασίζει.

Ὁ βασικὸς συντελεστὴς τῆς μεταλλικῆς δραχμῆς τῆς κλάσεως ἐννέα λάμδα (9λ) τοῦ εἰσαχθησομένου ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου μέχρι τέλους Φεβρουαρίου καὶ ἀπὸ τῶν μέσων Ἰουνίου μέχρι τέλους Ἰουλίου 1953. ἐγκείσει τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας. πατατοσπόρου ὑπὸ τοῦ Δημοσίου ἢ ὑπὸ τῆς Ἀγροτικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος ἢ τῆς ΚΥΔΕΠ ἢ τῶν Ἑνώσεων Γεωργικῶν Συνεταιρισμῶν ἢ τῶν Γεωργικῶν Συνεταιρισμῶν διὰ τὴν παρ' αὐτῶν διάθεσιν εἰς Συνεταιρισμένους ἢ μὴ γεωργοὺς πρὸς σπορὰν ὁρίζεται εἰς μίαν (1) δραχμήν.

Ὁ κατὰ τ' ἀνωτέρω βασικὸς συντελεστὴς πολλαπλασιάζεται ἐπὶ 225 φορὰς συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 2 τοῦ Α. Ν. 1419)50. Ὁ πατατόσπορος οὗτος δέον νὰ εἶναι συνεσκευασμένος εἰς εἰδικοὺς σάκκους καὶ νὰ συνοδεύηται ὑπὸ πιστοποιητικῶν καταγωγῆς βεβαιούντων ὅτι οὗτος προορίζεται πρὸς σποράν.

Ἐκδόσαν πρὸς τοῦτο τὴν ὑπ' ἀριθ. 119 πρᾶξιν του.

Ὁ Πρόεδρος Τὰ Μέλη

Ἀκριβὲς Ἀντίγραφον

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Μαρτίου 1953

Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Ὑπουργ. Συμβουλίου

ΜΕΝ. ΜΠΑΚΑΤΣΟΥΛΑΣ

(3)

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθ. 147 τῆς 10 Μαρτίου 1953

Περὶ διορθώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 864)20.7)51 πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν τὴν ὑπ' ἀριθ. Σ. 846 ἀπὸ 19.2.1953 σχετικὴν πρότασιν τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν καὶ ἀποδεχόμενον ταύτην. ἀποφασίζει :

Διορθοῖ τὴν ὑπ' ἀριθ. 864 ἀπὸ 20 Ἰουλίου 1951 πρᾶξιν του μόνον ὅσον ἀφορᾷ τὸν ἀριθμὸν κυκλοφορίας τοῦ διὰ ταύτης ἀπαλλαγέντος τῶν τελῶν κυκλοφορίας κλπ. τρικύκλου ἀναπηρικοῦ ἁμαξιδίου τοῦ ἀναπήρου Στ. Ἀθηναίου εἰς τὸ ὀρθὸν 350 Ζ' ἀντὶ τοῦ λελανθασμένου 305 Ζ'.

Ἐκδόσαν πρὸς τοῦτο τὴν ὑπ' ἀριθ. 147 πρᾶξιν του δημοσιευθησομένην εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ Πρόεδρος Τὰ Μέλη

Ἀκριβὲς Ἀντίγραφον

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Μαρτίου 1953

Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Ὑπουργ. Συμβουλίου

ΜΕΝ. ΜΠΑΚΑΤΣΟΥΛΑΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)